



Le 29 Février 2012, à la DGFIP, avec les salariés de toute l'Europe, mobilisons-nous contre l'austérité pour l'emploi et la justice sociale ! AFFRANCHISSONS - NOUS DU MONDE DE LA FINANCE !

Depuis son élection et l'annonce de la RGPP, le Président de la République et son staff n'ont cessé de multiplier les actes d'allégeance en faveur des marchés financiers et des plus riches. Conséquence de la spéculation boursière, la crise des sub-primes a eu pour effet d'aggraver le chômage, la précarité et l'inflation.

Dans le monde entier, des centaines de millions de travailleurs se sont retrouvés plongés dans la misère.

Nettement plus préoccupés par le montant des dividendes versés aux actionnaires que par les conditions de vie de leurs propres peuples, les pays-membres de la zone euro ont choisi de défendre le monde de la finance contre celui du travail. Ainsi, accourant aux chevets des banques, les gouvernements ont injecté plusieurs centaines de milliards d'euros pour ne pas altérer les profits financiers.

Loin d'atténuer les effets destructeurs de la crise systémique, cette braderie des deniers publics a largement contribué à amplifier les situations de souffrance sociale subie par les salariés. Aujourd'hui, bien qu'ayant profité des largesses pécuniaires des Etats, les établissements financiers surfent sur l'amnésie générale pour pratiquer des taux usuraires au titre des remboursements des dettes souveraines dont ils sont devenus les heureux propriétaires grâce à ces mêmes fonds publics.

Les vrais responsables doivent payer !

Saignés à blanc et refusant de remettre en cause le diktat de la TROIKA (Union Européenne, Banque Centrale Européenne et Fonds Monétaire International), les Etats européens s'infligent des plans d'austérité d'une violence sociale inégalée. Victimes des stratégies capitaliste et médiatique, les dépenses et services publics sont présentés comme une charge budgétaire qu'il faut réduire. Le rôle de l'Etat est limité à une simple pompe à fric, juste bonne à alimenter le CAC40. Les lois sociales sont jugées comme des entraves au fonctionnement du libéralisme.

Ainsi, des pans entiers de missions publiques sont livrés au privé. Pour ne citer que quelques exemples, la santé, le logement, l'éducation deviennent de vulgaires marchandises auxquelles une part grandissante de la population à de moins en moins accès

En France, dans toute la Fonction publique, les emplois sont détruits au rythme annuel de plusieurs dizaines de milliers. En Grèce, le septième mémorandum adopté par le Parlement prévoit 15 000 licenciements dans les administrations.

De plus, tandis que sur le territoire hexagonal, le gel de la valeur du point d'indice est reconduit pour la deuxième année consécutive, les plans de rigueur instaurés en Europe

aboutissent à des pertes sèches de rémunération pour les fonctionnaires, allant jusqu'à 50% comme en 2010 en Lettonie !

Casse de l'emploi public, remise en cause des garanties statutaires, attaques sur les salaires, privatisations, flexibilité et démantèlement des garanties collectives, de Londres à Athènes en passant par Madrid, aucune capitale européenne n'est épargnée.

Et nos gouvernants ont décidé de passer au cran supérieur, en adoptant deux nouveaux traités européens.

Le premier dénommé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire (TSCG) édicte la politique d'austérité en règle absolue.

Le second qui lui est lié, intitulé mécanisme européen de stabilité (MES) a été soumis et adopté par le parlement français le 21 février. Il conditionne toute aide du MES à la mise en oeuvre des choix de réduction des dépenses publiques et sociales.

Le 29 février, avec leurs syndicats, l'ensemble des salariés européens se mobiliseront partout en Europe pour manifester leur colère contre ces machines de guerre antisociales, pour exiger que les véritables responsables de la crise paient et pour que le travail et la justice sociale soient au centre des priorités politiques.

Austérité : la DGFIP en pleine zone de tir !

Présentée comme une réforme modèle de la RGPP, la création de la DGFIP obéit aux mêmes mécanismes que ceux des plans d'austérité. Personne n'est dupe !

La participation de près d'un agent sur trois aux actions de grève du 2 février illustre bien la détermination d'en finir avec le cycle régressif des mesures engagées depuis la fusion.

S'agissant notamment de l'emploi, des rémunérations indiciaires ou de la défense du statut, c'est bien parce que la satisfaction des revendications passe par un changement radical de politique et une mise en échec des plans d'austérité, que la réussite du 29 février revêt un enjeu crucial.

Pour les salariés du privé et du public, de France et d'Europe, cette journée de mobilisation doit être une mise en commun des exigences revendicatives.

A la DGFIP, dans un contexte rendu explosif par le blocage de la Direction Générale concernant l'ouverture de négociations sur les points contenus dans la plate-forme unitaire, le 29 février doit permettre de franchir une nouvelle étape dans la construction du rapport de force.

C'est bien d'une toute autre politique économique et sociale dont ont besoin les peuples en France, en Europe et dans le monde. Pour la CGT, des alternatives à l'austérité existent. Mettre « la finance » au service de la satisfaction des besoins sociaux, c'est possible ! A quelques mois des élections présidentielles et législatives, imposons le mouvement social dans le débat public !

C'est pour ces raisons que la section CGT Finances Publiques 29 s'inscrit dans la mobilisation du 29 février.

Elle appelle les personnels à se mobiliser dans l'unité la plus large, à débattre et à rejoindre les manifestations

- BREST : PLACE DE LA LIBERTE A 11H00
- QUIMPER : PLACE DE LA RESISTANCE A 11H00
- MORLAIX : PLACE DE LA MAIRIE A 11H00
- QUIMPERLE : COAT KAER A 11H00